

Cannabis aux États-Unis : Miroir médiatique et réalités sociales Analyse des discours en ligne

Auteur : Daine, Luna

Promoteur(s) : Geuens, Geoffrey; Herbillon, Marie

Faculté : Faculté de Philosophie et Lettres

Diplôme : Master en journalisme, à finalité spécialisée en investigation multimédia

Année académique : 2023-2024

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/21891>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.

ANNEXES - DOSSIER 2

Table des matières

Traduction de l'article n°11 (Dossier 1) - <i>Boehner benefits from weed. Blacks are in prison for using it.</i>	2
Traduction de l'article n°71 (Dossier 1) - <i>California promised 'social equity' after pot legalization. Those hit hardest feel betrayed.</i>	5
Traduction de l'article n°55 (Dossier 1) - <i>Michigan's marijuana industry leaves people of color behind.</i>	13
Traduction de l'article n°126 (Dossier 1) - <i>Legalize pot is not good for New York or the US.</i>	16
Traduction de l'article n°32 (Dossier 1) - <i>Can changing the name 'marijuana' help address racial divide from america's drug war?</i>	19
Traduction de l'article n°20 (Dossier 1) - <i>How new york and california botched marijuana legalization.</i>	21
Traduction de l'article n°141 (Dossier 1) - <i>Angelos: it's time for marijuana policies to reflect the will of people.</i>	25

NB: Les articles présents dans ce second dossier ont été traduits avec Chat GPT comme indiqué dans la partie méthodologie du travail. Ils ont ensuite été retranscrits tels quels dans ce dossier 2 d'annexes. Les fautes grammaticales et d'orthographe n'ont donc pas été vérifiées ni corrigées.

Traduction de l'article n°11 (Dossier 1) - *Boehner benefits from weed. Blacks are in prison for using it.*

New York Times - Boehner profite du cannabis. Les Noirs sont en prison pour en avoir consommé.

Par Vincent M. Southerland et Johanna B. Steinberg M. Southerland est le directeur exécutif du Centre sur la race, l'inégalité et la loi à la faculté de droit de l'Université de New York. Mme Steinberg est directrice des litiges d'impact aux Bronx Defenders. Ils étaient avocats au Fonds de défense juridique et d'éducation de la N.A.A.C.P.

Un détenu de 56 ans en Californie qui a été emprisonné quatre fois pour possession de marijuana. Crédit...Andrew Burton/Getty Images

Si vous voulez voir un exemple d'hypocrisie stupéfiante dans le système de justice pénale, considérez le contraste entre Fate Vincent Winslow, un prisonnier en Louisiane, et John Boehner, le républicain de l'Ohio qui est un ancien président de la Chambre des représentants.

Il y a dix ans, un policier en civil a approché M. Winslow, un homme noir sans-abri, et lui a demandé de l'aider à acheter de la marijuana. M. Winslow avait désespérément besoin d'argent, alors il a aidé l'agent à acheter deux petits sachets pour un bénéfice de 5 \$. Pour cela, il purge une peine de réclusion à perpétuité sans possibilité de libération conditionnelle pour distribution de marijuana dans la tristement célèbre prison d'Angola.

La semaine dernière, M. Boehner a annoncé qu'il rejoindrait le conseil d'administration d'Acreage Holdings, une entreprise de culture et de distribution de marijuana, citant les bienfaits thérapeutiques de la drogue pour les vétérans atteints de troubles de stress post-traumatique. C'est le même John Boehner qui s'était déclaré « totalement opposé » à la légalisation en 2011 et qui avait voté pour interdire la marijuana médicale dans le district de Columbia en 1999.

Le vent a tourné. Trente-neuf États ont légalisé la marijuana à des fins récréatives ou médicinales. L'industrie légale de la marijuana a engrangé 9 milliards de dollars de ventes l'année dernière et devrait en rapporter 11 milliards cette année. Le Nevada a gagné 30 millions de dollars de recettes fiscales dans les six premiers mois de ventes légales, tandis que le Colorado a gagné plus de 500 millions de dollars de recettes fiscales depuis la légalisation des ventes de marijuana récréative en 2014.

John Boehner a récemment annoncé qu'il rejoindrait le conseil d'administration d'Acreage Holdings, une entreprise de culture et de distribution de marijuana. Dans une déclaration, l'ancien président de la Chambre des représentants a déclaré qu'il rejoignait l'entreprise « dans la poursuite de leur mission de fournir des produits sûrs, constants et fiables aux patients et aux consommateurs qui pourraient en bénéficier. » Crédit...Alex Brandon/Associated Press

Le problème ici n'est pas l'évolution de la pensée de M. Boehner sur la marijuana. Les politiques en matière de drogue devraient être informées par la science, et le changement d'opinion de M. Boehner sur la marijuana reflète celui de la majorité des Américains qui soutiennent désormais la légalisation.

Inscrivez-vous à la newsletter Opinion Today pour obtenir une analyse experte des nouvelles et un guide des grandes idées qui façonnent le monde chaque matin de la semaine. Recevez-la dans votre boîte de réception.

Le problème réside dans la race. Alors que les Blancs profitent du changement de tendance sur la marijuana, le racisme qui a conduit à son interdiction est ignoré. Il en va de même pour les conséquences pour les communautés noires, où la guerre contre la drogue est la plus féroce menée.

Au début du XXe siècle, la campagne pour interdire la marijuana était fondée sur des mythes racistes et de la propagande xénophobe. Henry Anslinger, le chef de ce qui s'appelait en 1930 le Bureau fédéral des narcotiques, aurait déclaré que « le reefer fait penser les Noirs qu'ils sont aussi bons que les Blancs. »

La guerre contre la drogue de Richard Nixon a continué cette tendance. Considérez ce que son ancien assistant John Ehrlichman a dit à Harper's Magazine : « La campagne de Nixon en 1968, et la Maison Blanche de Nixon par la suite, avaient deux ennemis : la gauche anti-guerre et les Noirs », a-t-il dit. « Nous savions que nous ne pouvions pas rendre illégal d'être contre la guerre ou d'être Noir. Mais en amenant le public à associer les hippies à la marijuana et les Noirs à l'héroïne, et en criminalisant lourdement les deux, nous pouvions perturber ces communautés. »

Cette narration, renforcée au fil des décennies d'interdiction de la marijuana, se reflète dans les disparités raciales des arrestations liées à la marijuana. En 2010, les Noirs étaient presque quatre fois plus susceptibles d'être arrêtés pour possession de marijuana que les Blancs, bien qu'ils consomment la drogue à peu près au même rythme.

La légalisation n'a pratiquement pas réduit ces disparités. En 2014, dans le Colorado, le taux d'arrestation pour marijuana des Noirs était presque trois fois supérieur à celui des Blancs. À New York, le taux d'arrestation pour marijuana des Noirs était plus de quatre fois supérieur à celui des Blancs ; le Bronx a l'un des taux d'arrestation pour marijuana les plus élevés du pays. Pendant ce temps, les Noirs représentent environ 1 % des propriétaires de dispensaires de marijuana, possédant moins de trois douzaines des quelque 3 000 magasins de détail à travers le pays.

Trop de gens ont été expulsés, rendus sans-abri, ont perdu une aide financière, ont été imposés d'amendes et de frais ou ont vu leurs enfants leur être enlevés en raison des arrestations liées à la marijuana. Les entrepreneurs blancs qui profitent de la marijuana légale doivent travailler pour inverser ces tendances. Les personnes dans l'industrie de la marijuana, et les législateurs qui l'aident à prospérer, devraient souligner l'histoire raciste de l'interdiction de la marijuana et reconnaître son impact continu.

L'industrie du cannabis doit également plaider pour des politiques visant à décriminaliser la marijuana. Elle devrait demander la libération de personnes comme M. Winslow, qui croupissent dans les prisons pour la simple utilisation, possession ou vente de marijuana. Et elle doit pousser les législateurs, les procureurs et les agents de la force publique à annuler les condamnations issues d'infractions liées à la marijuana.

Les profiteurs et les clients du cannabis devraient également inciter leurs législateurs à imiter le Massachusetts, la Pennsylvanie, la Floride et la ville d'Oakland, en Californie, qui ont chacun adopté des politiques, dans certains cas décrites comme des « réparations pour la marijuana », qui encouragent et donnent la priorité aux licences de vente au détail aux personnes de couleur et à ceux qui ont été disproportionnellement touchés par l'interdiction et l'application de la marijuana.

Plus de Blancs devraient faire ce que M. Boehner a fait et annoncer publiquement leur soutien à une politique sensée en matière de marijuana. Ils devraient s'appuyer sur leurs propres expériences pour saper la stigmatisation racialement teintée dont la drogue a longtemps été affublée. La réalité est que lorsque un problème a un visage blanc, le gouvernement et les agences de la force publique sont plus susceptibles de réagir de manière sensée à ce problème.

Alors que les Blancs gagnent de l'argent grâce à la marijuana, les Noirs croupissent en prison pour l'avoir fumée.

Traduction de l'article n°71 (Dossier 1) - *California promised 'social equity' after pot legalization. Those hit hardest feel betrayed.*

Los Angeles Times - La Californie avait promis l'« équité sociale » après la légalisation du cannabis. Ceux qui ont été les plus touchés se sentent trahis.

Ce qui avait autrefois séparé Ingrid Archie de ses filles et conduit à son incarcération la remplissait désormais d'un optimisme débordant. Nous étions début 2019, un an après le début des ventes de cannabis récréatif en Californie sous la Proposition 64, et les politiciens ainsi que les militants proclamaient qu'Archie et d'autres ayant grandi dans des communautés disproportionnellement criminalisées par la « guerre contre la drogue » pourraient désormais profiter de l'industrie légale du cannabis en tant qu'entrepreneurs.

Encouragée par cette promesse — « l'équité sociale » comme on l'appelait — Archie, alors âgée de la trentaine, entama le processus de demande de licence de vente au détail de cannabis. Des années plus tôt, elle avait été condamnée pour possession de cannabis en vue de la vente. Maintenant, elle rêvait d'ouvrir un centre communautaire holistique à South L.A. qui vendrait des produits comestibles, organiserait des séminaires sur l'accès à la propriété et offrirait des services de santé mentale. Enfin, pensait-elle, un chemin vers la richesse générationnelle pour beaucoup dans sa communauté.

Mais Archie a rencontré obstacle bureaucratique après obstacle bureaucratique. D'autres candidats à l'équité ont embauché des avocats spécialisés dans les nouvelles réglementations sur le cannabis, mais elle ne pouvait pas se permettre un acompte de 10 000 \$. « Ma vie a été détruite pour quelque chose qui est maintenant légal, et maintenant je dois franchir des obstacles ? » a-t-elle dit. « Je me sentais démoralisée. »

Cinq ans après que les électeurs californiens ont légalisé le cannabis récréatif pour les adultes, de nombreuses villes et comtés n'ont toujours pas adopté de programmes pour augmenter les chances de succès des entrepreneurs noirs et latinos aspirants dans le cannabis. Dans les endroits qui l'ont fait, ces programmes ont été entravés par un manque de financement, des exigences changeantes et des retards sévères dans le traitement des demandes, créant souvent des difficultés et des obstacles supplémentaires au lieu de les supprimer.

Une revue des données de l'État par le Times a révélé que les candidats à l'équité ne représentaient qu'une petite fraction — moins de 8 % — de toutes les personnes ayant obtenu des licences de cannabis jusqu'à la fin de 2020 dans plusieurs des plus grandes juridictions de l'État.

En outre, les responsables locaux de tout l'État ont créé différentes réglementations pour la délivrance de licences de cannabis et les qualifications pour l'équité sociale. Jusqu'à présent, les dispensaires de cannabis médical existants et les chaînes de cannabis établies, ayant beaucoup plus d'expérience et de ressources, l'emportent fréquemment. Même les dirigeants de la ville et les responsables chargés de faciliter une plus grande inclusion reconnaissent que les programmes ont eu du mal à fonctionner.

En conséquence, un processus censé réparer les torts passés a, pour beaucoup, rendu leur vie distinctement plus difficile, brisant leur stabilité, anéantissant leurs économies de toute une vie et mettant en péril leurs maisons et leurs propriétés.

Un obstacle majeur était l'exigence à Los Angeles et dans d'autres régions que les candidats doivent sécuriser une propriété avant de demander des licences. Comme le processus est embourbé dans des retards bureaucratiques, beaucoup ont été coincés à payer des milliers de dollars par mois pour des bâtiments vides, incitant certains candidats à refinancer leurs maisons et à emprunter auprès de parents.

« Les gens avaient des rêves et des espoirs de construire une richesse générationnelle », a déclaré Bonita Money, fondatrice de la National Diversity and Inclusion Cannabis Alliance basée à L.A. « Et cela a fait exactement le contraire. Cela détruit des vies à ce stade. »

La légalisation du cannabis récréatif en Californie en 2016 a ouvert une industrie de plusieurs milliards de dollars, estimée être le plus grand marché de cannabis légal au monde. Mais beaucoup des promesses de la légalisation se sont révélées insaisissables. Dans une série d'histoires occasionnelles, nous explorerons les répercussions du cannabis légal en Californie.

En 2018, le gouverneur de l'époque, Jerry Brown, a signé la California Cannabis Equity Act, une mesure visant à fournir à ceux qui ont été le plus touchés par l'interdiction du cannabis « une assistance pour entrer dans l'industrie du cannabis de plusieurs milliards de dollars en tant qu'entrepreneurs ou en tant qu'employés ayant des emplois de haute qualité et bien rémunérés ».

La loi — le Senate Bill 1294 — citait des données du département de la justice de l'État de 2006 à 2015 montrant que les Californiens noirs étaient cinq fois plus susceptibles d'être arrêtés pour des crimes liés au cannabis que les Californiens blancs malgré des taux d'utilisation et de vente de cannabis similaires. Pendant la même période, les Latinos étaient 35 % plus susceptibles d'être arrêtés pour des crimes liés au cannabis que les Blancs.

Bien que la loi n'obligeait pas les villes à établir des programmes d'équité — et beaucoup ne l'ont pas fait — elle ouvrait la voie à la distribution de millions de dollars de fonds d'État à celles qui l'ont fait. Mais l'ambition de la législation a rapidement rencontré les réalités d'un marché limité déjà saturé de ventes illégales et de quelques grandes entreprises de cannabis. Avant longtemps, de nombreux experts de l'industrie disent qu'il est devenu clair que les mêmes personnes qui gagnent habituellement dans d'autres industries — celles avec le plus de capital social, politique et économique — gagnaient aussi ici.

Seize villes et comtés avaient délivré des licences à un total combiné de 203 candidats à l'équité jusqu'en décembre 2020, selon une revue des données par le Times dans un récent rapport aux législateurs de l'État. En même temps, 2 355 candidats non équitables ont obtenu des licences. Beaucoup de ces licences sont allées aux dispensaires de marijuana médicale préexistants. Certaines juridictions n'avaient délivré aucune licence d'équité.

Début janvier, les responsables de Palm Springs et de Long Beach ont déclaré que leurs villes avaient chacune une entreprise de cannabis d'équité ; San Francisco en avait 18 ; Sacramento, 19 ; et Oakland, 186. Et à travers de vastes étendues de l'État, il n'y a pas de programmes d'équité sociale, bien que les responsables de San Diego en développent un.

Dans le comté de Mendocino, qui a reçu plus de 3 millions de dollars de l'État pour les efforts d'équité, aucun candidat n'avait satisfait à tous les critères d'éligibilité, y compris avoir un très faible revenu, selon un rapport récent de la California Cannabis Industry Assn. À Oakland, qui a créé le premier programme d'équité du pays il y a plus de quatre ans, 63 % des candidats à l'équité qui ont répondu à une enquête récente ont déclaré que les recettes brutes de leur entreprise l'année précédente avaient été

inférieures à 50 000 \$. Et la ville a commencé à envoyer des avis de retard pour collecter des prêts impayés.

Le rapport sur l'industrie du cannabis a révélé que les programmes d'équité sociale ne fonctionnaient pas comme prévu et a exhorté la législature à créer une commission de surveillance qui inclurait des propriétaires d'entreprises de cannabis et des membres de la communauté.

Ce mois-ci, le Département de contrôle du cannabis de l'État a commencé à distribuer 100 millions de dollars approuvés par la législature — y compris 22 millions de dollars destinés à Los Angeles — pour aider les entreprises à passer de licences temporaires à des licences annuelles, ce qui nécessitera des examens environnementaux coûteux et complexes.

À Los Angeles, qui a reçu plus de 9 millions de dollars de l'État pour son programme d'équité, 1 270 licences temporaires — dont 358 d'équité — avaient été accordées à la mi-janvier. Certaines des licences sont pour des magasins de détail, mais d'autres sont pour la culture, la fabrication et la distribution.

Le programme de Los Angeles a connu plusieurs revers largement médiatisés, y compris de longs retards et plusieurs poursuites judiciaires, que certains experts de l'industrie croient pourraient avoir un effet dissuasif sur des initiatives similaires à travers le pays.

« Beaucoup d'autres endroits regardaient la Californie comme un modèle », a déclaré Money, ajoutant qu'elle croit que regarder les retards et les complications se jouer à L.A. a découragé d'autres juridictions.

Les membres du Conseil municipal de Los Angeles Marqueece Harris-Dawson et Curren Price ont récemment appelé à des changements dans les pratiques de délivrance de licences de la ville, y compris donner au Département de la réglementation du cannabis des délais pour examiner certaines demandes et mettre à jour une carte de licences sur son site Web qui montre les entreprises de cannabis de détail en attente, ainsi que les écoles, les bibliothèques et d'autres emplacements qui disqualifieraient un magasin de s'ouvrir à moins de 700 pieds.

Dans une interview, Harris-Dawson, qui représente une portion de South L.A. qui, pendant des années, a été disproportionnellement ciblée pour des arrestations de marijuana, a déclaré que quatre magasins d'équité dans son district avaient ouvert à ce jour. Beaucoup d'autres candidats, a-t-il dit, ont perdu leurs économies de toute une vie en attendant.

« C'est absolument exaspérant », a-t-il dit à propos du fossé entre les promesses faites aux candidats et la réalité actuelle. « C'est l'exemple parfait de pourquoi personne ne fait confiance au gouvernement. »

Les responsables du Département de la réglementation du cannabis ont déclaré dans un communiqué que l'agence a déjà mis en œuvre plusieurs composantes clés du programme d'équité de la ville.

« Il se développe et s'adapte aux besoins des participants au programme », a déclaré le communiqué. Le département a récemment rédigé ses propres recommandations en réponse à la motion du Conseil municipal et a demandé plus de ressources et de personnel. Le mois dernier, la Commission de réglementation du cannabis de la ville, qui fournit des commentaires sur les règles du cannabis à L.A., a voté en faveur des recommandations du département.

Dans une interview, Cat Packer, directrice exécutive du département, a reconnu qu'il y avait eu des douleurs de croissance, mais a déclaré que le processus s'était progressivement amélioré.

Le département a augmenté l'assistance technique et financière pour les candidats à l'équité, a-t-elle dit, et a cherché des amendements au code municipal de la ville pour affiner le processus. L'équité dans l'industrie du cannabis nécessite des stratégies audacieuses, immédiates et à long terme tant dans le secteur privé qu'à tous les niveaux du gouvernement, a déclaré Packer.

« Je ne pense pas que nous dirons bientôt que nous avons bien fait les choses », a-t-elle dit, « mais nous devrions être capables de dire : 'Nous sommes implacables pour bien faire les choses. »

La composante d'équité sociale des lois sur la réforme du cannabis s'est avérée difficile dès le départ. Les programmes gouvernementaux ne peuvent pas prendre en compte la race comme critère d'éligibilité en vertu de la loi californienne, alors les responsables locaux ont élaboré des solutions de contournement imparfaites pour déterminer qui serait éligible. Le programme à Los Angeles prend en compte divers facteurs — le revenu, les arrestations passées pour cannabis et la résidence à long terme dans une zone avec des taux d'arrestation de cannabis disproportionnellement élevés — et a resserré les critères au fil des années.

Une entreprise de conseil embauchée par la ville a identifié des districts de rapports de police avec des taux d'arrestation disproportionnés, mais le Conseil municipal a initialement choisi d'utiliser des codes postaux, une option moins précise qui incluait certaines zones riches et majoritairement blanches, y compris Los Feliz. Ils ont ensuite changé pour les districts de rapports de police.

Les candidats potentiels à l'équité ont été encore plus entravés dans leurs tentatives d'obtenir du capital parce que l'utilisation et la possession de cannabis est toujours illégale en vertu de la loi fédérale — un facteur compliqué à l'échelle de l'industrie, mais particulièrement difficile à surmonter pour les entrepreneurs déjà en retard.

Incapables d'obtenir des prêts auprès des petites banques, de nombreux entrepreneurs aspirants n'ont que peu d'options autres que de compter sur des investisseurs prédateurs. Un expert local de l'industrie a décrit des recruteurs descendant dans des projets de logements à South L.A., offrant 7 000 \$ à des personnes avec des condamnations pour cannabis en échange de l'utilisation de leur nom sur les papiers officiels. Et les propriétaires de biens immobiliers souvent réticents doubleraient les loyers une fois qu'ils apprennaient que le bâtiment abriterait un magasin de cannabis.

De nombreux entrepreneurs ont misé sur le processus, sachant que, pour certains, l'industrie a été lucrative — mais que ce succès est loin d'être garanti, a déclaré Money de l'alliance de cannabis basée à L.A.

Il est difficile d'estimer combien rapporte un magasin de cannabis légal typique à L.A., a déclaré Money. Cela varie en fonction de l'emplacement et du budget de marketing, mais n'importe où entre 2 000 et 20 000 dollars par jour n'est pas rare. Certaines entreprises, sous-cotées par le marché illicite moins cher, gagnent beaucoup moins et luttent pour faire un profit.

« Les gens pensent que vous devenez millionnaire du jour au lendemain, et ce n'est pas vrai », a-t-elle dit. « Les gens essaient vraiment juste de rester à flot. »

La demande de licence de cannabis de l'entrepreneur en équité Kika Keith a commencé presque dès qu'elle a entendu parler des plans de légalisation.

Au printemps 2018, elle a signé un bail pour un magasin sur Crenshaw Boulevard, à quelques minutes de route de l'endroit où elle a grandi, et s'est rapidement retrouvée avec des paiements de loyer de 12 000 dollars par mois — le « taux de cannabis », comme elle l'appelle, pour un espace qui, s'il était utilisé à d'autres fins, aurait loué pour environ 5 000 dollars par mois.

Puis elle a attendu et attendu une licence.

-Elle avait souvent du mal à concilier ces jours stressants avec le sentiment d'opportunité sans limites qu'elle avait ressenti juste après la légalisation, lorsque des politiciens visitaient South L.A., semant des attentes élevées. Jamais de votre vivant, se souvient Keith avoir entendu, les Noirs n'auront une chance d'être à l'avant-garde d'une nouvelle industrie.

Se concentrer sur la composante de justice sociale était une tactique de campagne efficace, a déclaré Keith, une façon de convaincre les gens qui n'étaient pas eux-mêmes des utilisateurs de cannabis qu'il y avait un but plus élevé dans la réforme de la loi de l'État et des mesures locales sur le cannabis.

« La tromperie était tellement flagrante », a déclaré Keith, maintenant âgée de 50 ans.

Elle se souvient encore vivement de l'époque après avoir signé son bail et commencé à peaufiner sa demande avant le jour maintenant tristement célèbre appelé par de nombreux candidats « la course ».

La fenêtre de demande de licence du Département de réglementation du cannabis était censée ouvrir à 10 h le 3 septembre 2019. Les 100 premières demandes d'équité éligibles soumises en ligne gagnaient une opportunité pour une licence.

Sachant que cela se jouerait probablement en quelques minutes ou secondes, Keith et un groupe d'autres candidats ont loué des ordinateurs rapides. La fenêtre de demande a duré deux semaines, mais la plupart des demandes — 656 — sont arrivées dans la première heure. Celle de Keith était la 144e.

Les candidats frustrés ont bientôt commencé à se rassembler à l'hôtel de ville, se plaignant de bugs, y compris certaines personnes ayant obtenu l'accès avant 10 h. Le maire Eric Garcetti a finalement appelé à un audit.

« La tromperie était tellement flagrante. » — Kika Keith, propriétaire du dispensaire de cannabis Gorilla Rx à Los Angeles

Vers cette même période, l'investisseur de Keith s'est retiré à cause de l'attente. Elle a rassemblé de l'argent auprès d'amis et de divers groupes de cannabis, mais est bientôt tombée en retard de loyer.

Les auditeurs ont reproché au Département de réglementation du cannabis des « messages imprécis » et ont découvert que plus de 200 candidats avaient accédé à la plateforme en ligne avant 10 h, y compris 14 qui avaient commencé leurs demandes plus tôt. Mais l'audit a finalement conclu que la ville avait pris des mesures pour remettre les candidats à la bonne place dans la file d'attente et avait fait des efforts « raisonnables » pour prévenir l'injustice dans le processus, laissant les candidats lésés sans aucun meilleur sort.

Keith était stupéfaite.

À ce moment-là, elle et ses investisseurs avaient déjà dépensé 350 000 dollars, principalement en loyer pour un bâtiment vide. Pour le bien de ses trois filles, Keith s'était longtemps efforcée de vivre en optimiste — de ne pas être trop influencée par des choses hors de son contrôle. Mais elle ressentait un poids lourd à cette époque et se demandait combien de temps elle pourrait encore garder son espace vide.

Un groupe qu'elle a cofondé, la Social Equity Owners and Workers Assn., a poursuivi la ville, arguant que le processus avait été injuste. Le groupe a finalement abandonné la poursuite après que la ville a modifié ses règles à l'été 2020, remplaçant le processus du premier arrivé, premier servi par un système de loterie où les candidats peuvent sécuriser la propriété après avoir été sélectionnés. La ville a également resserré les critères d'éligibilité pour le tour de loterie, exigeant que les candidats aient une arrestation ou une condamnation passée pour cannabis. Dans le cadre d'un accord de règlement avec les entrepreneurs en cannabis, la ville a accepté de traiter les 100 prochaines demandes en file d'attente, y compris la soumission de Keith.

Il a fallu encore plusieurs mois et l'intervention de son conseiller municipal local avant que sa licence ne soit finalisée.

Fin août, alors qu'elle et ses investisseurs avaient déjà payé 1,5 million de dollars, elle a enfin ouvert les portes de son magasin, Gorilla Rx. Et un après-midi récent, Keith, vêtue d'un sweat à capuche « Black Women Get Us HIGHER », a marché autour de son magasin animé et bien éclairé, bordé d'étagères soigneusement arrangées avec des joints pré-roulés, des teintures et de l'huile d'olive infusée au cannabis.

Depuis son ouverture il y a cinq mois, Keith a déclaré que 15 000 personnes ont franchi les portes de son magasin, une moyenne d'environ 100 par jour.

Elle est déterminée à rendre la pareille, a déclaré Keith, en parlant avec d'autres personnes à propos de leurs programmes d'équité en cours, y compris un à New York, et en plaidant pour des améliorations au programme de L.A., y compris les récentes modifications proposées par les responsables du département du cannabis qu'elle soutient.

Keith sait que, à bien des égards, son parcours vers la licence était exceptionnel. Sans son expérience précédente de travail dans l'industrie alimentaire et des boissons, qui l'a obligée à naviguer dans un autre espace hautement réglementé, elle doute qu'elle serait arrivée aussi loin.

« Toutes ces personnes derrière moi ne réussiront probablement pas à moins que quelque chose ne soit fait », a-t-elle déclaré. « Et cela doit être bien fait. Il y a une obligation plus élevée en matière de droits humains. »

C'est cette obligation même qui a initialement piqué l'intérêt d'Archie pour la Proposition 64, la menant à parler publiquement en faveur de la mesure dans plusieurs interviews à l'époque.

« J'étais l'enfant emblématique », a déclaré Archie, l'une des premières personnes de l'État à faire effacer une ancienne condamnation pour cannabis de son casier judiciaire en vertu de la loi.

Avec une histoire familiale complexe de dépendance à la drogue, Archie s'est retrouvée dans les rues en tant qu'adolescente et a commencé à vendre de la drogue pour s'en sortir.

L'un des facteurs d'éligibilité pour les candidats à l'équité est une condamnation pour une infraction liée au cannabis. Mais comme son cas avait été effacé, elle n'avait aucun casier judiciaire lorsque les responsables ont vérifié. Finalement, elle a retrouvé un ancien rapport de probation.

Ses collègues l'ont mise en contact avec un investisseur qui avait déjà un emplacement commercial pour ouvrir son magasin, et Archie s'est précipitée pour préparer sa demande avant la course. Elle s'est finalement classée dans les 400, a-t-elle dit, et depuis lors, elle a abandonné la poursuite d'une licence de cannabis. « Ils ont utilisé la vie des gens comme un stratagème politique », a déclaré Archie, qui travaille comme organisatrice pour la justice sociale. « C'est une vraie honte. »

Il existe un autre moyen d'obtenir une licence d'équité, dans lequel le Conseil municipal peut lever les plafonds sur le nombre maximum de magasins autorisés dans certaines parties de la ville — une étape qui s'est produite dans le centre-ville où Crystal Ryan rêvait d'ouvrir un magasin.

À l'automne 2018, Ryan, une Latina ayant grandi à South L.A., a trouvé un espace de vente au détail sur Main Street dans le Fashion District. La ville interdit les détaillants de cannabis à moins de 700 pieds les uns des autres, mais lorsque Ryan a vérifié la carte de licence sur le site Web du département du cannabis, elle a dit qu'elle n'avait trouvé aucun emplacement conflictuel. En novembre, elle a signé un bail mensuel de 6 450 \$.

Un an plus tard et toujours sans licence, Ryan a regardé la carte à nouveau et a remarqué un autre emplacement de cannabis à 550 pieds du sien.

Ryan a supplié plusieurs responsables de la ville, y compris Garcetti, de l'aider. Dans son e-mail, Ryan a expliqué qu'elle avait déjà emprunté de l'argent à des parents et vidé son 401(k), ainsi que les comptes d'épargne pour les études de ses fils, alors âgés de 14 et 11 ans — tous faisant partie de l'objectif familial de devenir entrepreneurs et de mettre de côté pour ouvrir un restaurant familial.

En juillet, Ryan, maintenant âgée de 37 ans, a reçu un e-mail du département du cannabis, lui disant que l'agence ne pouvait pas avancer dans l'examen de ses papiers parce qu'il y avait une autre entreprise de cannabis commerciale à proximité. Ryan a poursuivi la ville en août, alléguant qu'elle n'avait pas délivré de licences de manière transparente.

Le département de réglementation du cannabis a refusé de commenter le cas de Ryan, y compris sa réclamation de différence sur la carte, et a dirigé les enquêtes vers le bureau de l'avocat de la ville, qui a également refusé de commenter en raison du litige en cours. Dans des documents judiciaires déposés en novembre, la ville a nié plusieurs des allégations de Ryan dans son procès et a déclaré avoir respecté toutes les lois et réglementations.

Les pressions ont pesé sur la famille de Ryan. Face à la tension financière de couvrir le loyer, son mari a passé des nuits blanches à rechercher les réglementations sur le cannabis. Son fils aîné, maintenant âgé de 17 ans, s'est senti obligé de trouver un emploi chez Starbucks pour payer sa propre facture de téléphone.

Ils ont investi plus de 250 000 \$ jusqu'à présent, et à un moment donné, la mère de Ryan a vendu un terrain qu'elle possédait à Tijuana. Sa grand-mère, Karla Benavides, a fabriqué à la main des milliers de tamales de porc et de fromage à vendre. Le plan de la famille était d'utiliser les profits du magasin de cannabis pour ouvrir un restaurant — Casa Tamal, ils prévoyaient de l'appeler — où les recettes de Benavides auraient une maison permanente.

La femme de 73 ans a déclaré qu'elle soutenait et comprenait le rêve de sa petite-fille.

Lorsque Benavides a été diagnostiquée avec un cancer de l'ovaire de stade 3 il y a quelques années, elle a évité bon nombre des effets néfastes de la chimiothérapie, une bénédiction qu'elle attribue aux teintures infusées au cannabis que sa petite-fille lui a achetées.

« Toutes nos économies, tout ce que nous avions, est parti », a déclaré Benavides en pleurant depuis son domicile de South L.A. « Ils nous ont trompés. Et il y a d'autres personnes comme nous — des personnes qui avaient de l'espoir et ont tout misé et ont tout perdu. »

Catholique dévote, elle demande souvent à la Vierge de Guadalupe de lui donner de la force, et répète une phrase comme un mantra : La esperanza muere al último. L'espoir meurt en dernier.

Traduction de l'article n°55 (Dossier 1) - *Michigan's marijuana industry leaves people of color behind.*

Washington Times - L'industrie du cannabis du Michigan laisse les personnes de couleur de côté.

LANSING, Mich. (AP) - La première année de ventes de marijuana récréative sous licence de l'État dans le Michigan a enregistré 511 millions de dollars de ventes récréatives et 474 millions de dollars de ventes médicales, générant plus de 100 millions de dollars de recettes fiscales, mais l'État a également constaté que l'industrie commerciale du cannabis n'a pas réussi à attirer des propriétaires d'entreprises minoritaires.

L'Agence de réglementation de la marijuana a collecté des données en décembre montrant que 79 % des personnes intéressées par la possession d'installations de marijuana sous licence étaient blanches. Les Noirs représentaient 3,8 % et 1,5 % étaient hispaniques ou latinos.

En réponse, le groupe de travail consultatif sur l'équité raciale de l'agence, composé en grande partie de personnes de couleur expertes en programmes d'équité, a fait des recommandations pour créer des partenariats avec de grandes entreprises et des municipalités locales afin d'équiper les communautés disproportionnellement touchées par l'illégalité de la marijuana jusqu'en 2018.

Selon le Council on Criminal Justice, les Noirs étaient environ cinq fois plus susceptibles que les Blancs en 2016 d'être en prison d'État pour une infraction liée à la drogue, contre quinze fois plus en 2000.

L'historique des arrestations et des poursuites des personnes de couleur pour des infractions liées à la marijuana les rend moins susceptibles de se voir offrir des opportunités de participer à l'industrie, a déclaré Barton Morris, membre du groupe de travail et avocat. Bien qu'il y ait des efforts pour inverser ces dommages, la diversité dans l'industrie n'a pas encore décollé.

Le Michigan ne publie pas de statistiques démographiques sur les titulaires de licences de marijuana, donc le nombre exact de propriétaires minoritaires est inconnu. Pour remédier aux obstacles rencontrés par les titulaires de licences ou les candidats de couleur, le groupe de travail recommande une enquête de collecte de données volontaire pour suivre et aborder les défis.

Christina Montague, propriétaire du dispensaire Huron View Provisioning à Ann Arbor, a déclaré qu'elle et d'autres propriétaires noirs ont eu du mal à compléter le processus de licence.

« Quand je suis entrée dans ce processus en 2017, c'était un système tellement fermé et injuste pour les Afro-Américains, cela se voyait juste », a déclaré Montague. « J'ai entendu parler d'autres hommes riches ou blancs passant par le processus et le processus qu'ils m'ont décrit, ce qu'ils avaient à traverser, c'était totalement différent de ce que les autres minorités et moi-même devons traverser. »

La fille de Montague, Teesha, qui travaille avec elle, a déclaré qu'en 2018, elle avait formé la National Association of Minority Women in Cannabis pour aider les membres des communautés marginalisées avec le processus de licence compliqué. Les membres du groupe travaillent avec d'autres femmes essayant de démarrer leur propre entreprise en partageant leurs expériences et leurs conseils.

« La chose la plus importante est de ne pas abandonner, de rester encouragé, de rester concentré, de répondre à tout », a déclaré Teesha. « C'est une industrie de plusieurs milliards de dollars. Il y a des

communautés qui ont été sévèrement touchées de manière disproportionnée. Il y a des déficits et il y a un manque de représentation des minorités. »

Des chercheurs de l'Université d'État du Michigan estiment qu'une fois pleinement établie et mature, l'industrie représentera une valeur de 3 milliards de dollars, générant près de 500 millions de dollars de recettes fiscales annuelles pour l'État.

Le groupe de travail a constaté que l'accès au capital nécessaire et l'information sur la gestion des entreprises de marijuana conformément aux règles fixées par les municipalités sont de gros obstacles pour les personnes de couleur. Il a suggéré que la MRA crée une plateforme de financement participatif sur son site Web qui serait un annuaire des entreprises de marijuana dans les communautés ayant du mal à financer de nouvelles entreprises et que les investisseurs pourraient soutenir ces entreprises.

La MRA pourrait également organiser des webinaires et des sessions de formation pour que les municipalités apprennent à créer équitablement des ordonnances pour les entreprises de marijuana et partagent des idées. Une tournée d'équité sociale opérée par la MRA fournirait une feuille de route avec du contenu bilingue pour aider les candidats à comprendre les étapes pour obtenir une licence et créer une entreprise.

La représentante de l'État Sarah Anthony, qui fait partie du groupe de travail, a déclaré que les membres prévoyaient que ceux qui viennent dans les communautés pour éduquer sur l'industrie du cannabis reflètent ces communautés.

« Je pense que c'est aussi une manière importante de s'attaquer à cette méfiance historique, qui je pense est là et doit faire partie de la conversation », a déclaré la démocrate de Lansing.

Certaines des modifications proposées par le groupe de travail nécessiteront l'approbation législative, a déclaré Anthony.

La MRA ferait correspondre les candidats à l'équité sociale qui n'ont pas les actifs financiers nécessaires avec des groupes plus importants pour les aider à démarrer. Un autre programme permettrait à des personnes sans expérience professionnelle et sans finances nécessaires de s'associer à des titulaires de licence qualifiés. Ils investiraient dans l'entreprise d'un participant au programme après qu'il ait terminé un programme d'enseignement de la conformité légale, des meilleures pratiques et des systèmes financiers.

Kenneth Bryant Jr., propriétaire de Premiere Provisions à Big Rapids, a déclaré que lui et d'autres propriétaires d'entreprises noires bénéficieraient de tels programmes. Il a dit que les petites entreprises seraient moins susceptibles de devoir vendre de grandes portions de leur entreprise pour recevoir cette aide.

« Je pense que cela éliminera les minorités se faisant exploiter juste pour les aider à prendre une de ces places d'équité sociale », a déclaré Bryant. « Je pense que cela rend vraiment transparent et ouvert pour que nous puissions tenir tout le monde responsable et voir que les minorités en bénéficieront vraiment dans les années à venir. »

Anna Liz Nichols est membre du corps des Associated Press/Report for America Statehouse News Initiative. Report for America est un programme national de service à but non lucratif qui place des journalistes dans les rédactions locales pour couvrir les problèmes peu couverts.

Traduction de l'article n°126 (Dossier 1) - *Legalize pot is not good for New York or the US.*

Fox News- La légalisation du cannabis n'est pas bonne pour New York ni pour les États-Unis

Actuellement, les responsables dans de nombreuses régions du pays semblent se concentrer sur les potentielles recettes fiscales plutôt que sur les préoccupations de santé et de sécurité.

New York sent le cannabis. Partout où vous allez — les halls de théâtre, les parkings, les chantiers de construction, les épiceries, les parcs publics — vous pouvez sentir l'arôme amer du cannabis. Est-ce que quelqu'un pense vraiment que c'est bon pour notre ville en difficulté ? Ou pour notre pays ? Pouvez-vous imaginer la Chine encourageant la consommation de drogue qui peut altérer de manière permanente l'intelligence des jeunes et saper la productivité des travailleurs ? C'est absurde, et pourtant (principalement) les démocrates dans les villes et les États financièrement blessés se sont précipités pour légaliser le cannabis, basant leurs campagnes sur trois arguments discutables :

1. Que la guerre contre la drogue et l'interdiction de fumer du cannabis ont conduit à des inégalités raciales, qui ne pourraient être corrigées que par la légalisation ;
2. Que la vente de cannabis et la perception de lourdes taxes sur ces ventes combleraient les déficits budgétaires des villes et des États dépensiers ;
3. Que la marijuana n'est pas plus nocive que l'alcool et devrait donc être légale.

Ces hypothèses sont-elles vraies ?

L'affirmation largement diffusée selon laquelle des millions d'Afro-Américains sont injustement en prison pour simple possession de cannabis est un mythe. Une étude de 2015 a montré que dans le système pénitentiaire fédéral, qui en 2020 abritait 226 000 personnes, plus de 99 % de ceux condamnés pour possession de drogue avaient été initialement accusés de trafic ou d'autres crimes, mais avaient été autorisés à plaider coupable pour des charges moins graves.

Le président Joe Biden a fait grand bruit avant les élections de mi-mandat en émettant une grâce pour le cannabis, déclarant "Personne ne devrait être en prison pour possession de marijuana." Il avait l'air un peu ridicule lorsqu'il s'est avéré qu'il n'y avait littéralement personne emprisonné dans les prisons fédérales pour cette infraction.

Une longue étude de l'ACLU sur les arrestations liées à la marijuana conclut : "Les Noirs sont 3,64 fois plus susceptibles que les Blancs d'être arrêtés pour possession de marijuana, malgré des taux de consommation comparables." Il est intéressant de noter que même dans le rapport de 110 pages de l'ACLU, intitulé "Une histoire de deux pays : Arrestations ciblées racialement à l'ère de la réforme de la marijuana", il n'y a pas de vérification de l'affirmation "taux de consommation comparables", qui est essentielle à l'ensemble de la revendication d'injustice raciale. Il est simplement supposé que les Noirs et les Blancs consomment la marijuana au même taux.

Depuis la légalisation, le nombre de jeunes fumant du cannabis a augmenté de manière constante. Est-ce ainsi que nous allons aider nos enfants à réaliser leurs rêves ?

L'Enquête nationale sur l'utilisation des drogues et la santé, source apparente de cette hypothèse, montre en réalité que la consommation de marijuana est légèrement plus élevée chez les Noirs que chez les Blancs. Mais l'enquête ne détermine pas à quelle fréquence ou de manière régulière la personne consomme.

Une étude du HHS sur les troubles liés à l'alcool et à la marijuana publiée par la National Library of Medicine conclut que les Américains blancs abusent de l'alcool à des taux plus élevés que les Noirs, mais que les Afro-Américains souffrent de dépendance et d'abus de marijuana à un taux presque deux fois supérieur à celui des Blancs ou des Hispaniques. Cela suggère probablement un niveau de consommation plus élevé.

Ces enquêtes ne prouvent pas le cas, et la guerre contre la drogue a peut-être ciblé les Noirs plus agressivement que les Blancs, mais au lieu de fournir une preuve de racisme, des taux d'arrestation plus élevés pourraient refléter une prépondérance plus élevée de dealers de marijuana illégale dans la communauté noire, ou que le fait d'inculper des criminels pour possession d'une substance illégale était plus facile à prouver que d'autres méfaits.

Le deuxième argument en faveur de la légalisation du cannabis est que des communautés comme le Colorado, l'un des premiers États à légaliser le cannabis à des fins récréatives, avaient besoin de revenus, et que taxer une nouvelle industrie florissante aiderait à combler les trous budgétaires causés en partie par des syndicats de fonctionnaires publics incontrôlables.

Pendant plusieurs années, le programme a fonctionné. Le Colorado est devenu la destination de choix pour le cannabis, avec des ventes de cannabis dépassant les 2 milliards de dollars en 2021 et des recettes fiscales totalisant 423 millions de dollars. Mais ensuite, d'autres États ont commencé à légaliser le cannabis, et pour les sept premiers mois de 2022, les revenus ont chuté de 21 %.

Les dispensaires de cannabis ferment dans le Colorado, les opérations de livraison sont en cours de fermeture, et, surtout, les districts scolaires et autres bénéficiaires de revenus prennent un coup massif. Au fur et à mesure que de plus en plus d'États et de communautés légalisent le cannabis, les opportunités de profit et de taxe diminueront. Cela se produit déjà au Colorado, et cela se produira ailleurs.

Le dernier argument des partisans du cannabis est que le cannabis n'est pas plus nocif que l'alcool. Le jury délibère encore.

Nous savons que l'utilisation à long terme par les adolescents réduit leur QI adulte de près de 6 points ; en effet, une consommation régulière de cannabis par les jeunes les rend plus stupides. Depuis la légalisation, le nombre de jeunes fumant du cannabis a augmenté de manière constante. Est-ce ainsi que nous allons aider nos enfants à réaliser leurs rêves ?

Nous savons également que dans les quatre années suivant la légalisation du cannabis à des fins récréatives au Colorado, les visites aux urgences liées au cannabis ont triplé. Beaucoup de ces urgences provenaient de la consommation de produits comestibles où la teneur en THC (le principal ingrédient psychoactif du cannabis) est inconnue, et beaucoup de ces visites concernaient des enfants.

Vendre du cannabis aux enfants est illégal, mais les enfants confondent souvent des oursins gommeux ou des brownies infusés de THC avec leurs friandises préférées et tombent malades.

La marijuana est devenue beaucoup plus puissante (et, selon beaucoup, plus addictive) au fil du temps. Dans les années 1990, la teneur en THC du cannabis était en moyenne de 4 % ; aujourd'hui, dans les concentrés, elle peut dépasser 80 %. Les responsables néerlandais ont classé la puissance au-dessus de 15 % comme une "drogue dure".

Un groupe d'activistes se concentrant sur la protection des enfants affirme que "les adolescents de 12 à 17 ans qui consomment du cannabis sont deux fois plus susceptibles de développer un trouble lié à l'utilisation de substances que les adolescents qui consomment de l'alcool ou du tabac." Ils disent également que les jeunes sont plus susceptibles de conduire après avoir consommé du cannabis que de l'alcool et que l'utilisation de produits à base de cannabis "à forte teneur en THC est associée à des taux plus élevés de schizophrénie, de psychose et d'anxiété généralisée."

La légalisation du cannabis progresse trop rapidement, avec des responsables désespérés se concentrant sur les revenus et non sur le bien-être de leurs citoyens. Vingt et un États et Washington, D.C. permettent désormais l'utilisation récréative du cannabis.

Il est probablement impossible de faire marche arrière, mais les communautés qui n'ont pas encore franchi le pas devraient examiner de très près ce qui les attend de l'autre côté.

Traduction de l'article n°32 (Dossier 1) - *Can changing the name 'marijuana' help address racial divide from america's drug war?*

USA Today - Changer le nom 'marijuana' peut-il aider à résoudre le fossé racial causé par la guerre américaine contre la drogue ?

Alors que la légalisation et la décriminalisation du cannabis se répandent, les législateurs des États et du gouvernement fédéral ont pris des mesures pour retirer le mot "marijuana" des lois. Voici ce qui motive ce mouvement.

Certains l'appellent "weed" ou "pot". D'autres utilisent "ganja" ou "hash". Mais la façon la plus courante de se référer aux têtes séchées et aux feuilles de la plante de cannabis est "marijuana". Maintenant, alors que la légalisation et la décriminalisation de la marijuana se répandent, certains se débattent avec ce mot en raison de son étymologie chargée racialement. La semaine dernière, la Chambre des représentants des États-Unis a adopté un projet de loi pour décriminaliser le cannabis au niveau fédéral. La loi sur l'opportunité, la réinsertion et l'effacement de la marijuana (MORE Act), entre autres dispositions, remplacerait les références statutaires à "marijuana" et "marihuana" par "cannabis". Quelques États ont déjà présenté des législations pour retirer le mot "marijuana" des lois locales. Le mois dernier, le gouverneur de l'État de Washington, Jay Inslee, a signé un projet de loi qui efface "marijuana" des statuts de l'État pour utiliser "cannabis" à la place. La Virginie et le Maine ont proposé des projets de loi similaires. Les législateurs cherchent à corriger l'impact disproportionné des politiques antidrogue sur les personnes de couleur, en particulier les communautés noires et latinos. Les disparités raciales dans les arrestations liées à la marijuana, par exemple, persistent même dans les États qui l'ont légalisée ou décriminalisée, selon l'American Civil Liberties Union (ACLU). "Le terme 'marijuana' a une histoire raciste aux États-Unis", a déclaré Inslee lors de la cérémonie de signature du projet de loi. "Il était utilisé dans la rhétorique anti-immigrés au début du XXe siècle. Nous sommes liés à notre histoire linguistique, et changer le mot en 'cannabis' signifie que nous reconnaissons l'histoire de ce langage qui ciblait les communautés de couleur."

Une brève histoire de la marijuana

Le mot "marijuana" ("marihuana" en espagnol) vient du Mexique et est entré dans le lexique américain à la fin du XIXe siècle. Dans les années 1910, "marijuana" était l'un des mots les plus couramment utilisés pour désigner le cannabis. Cependant, dans les années 1930, les partisans de l'antidrogue ont commencé à répandre de fausses informations sur les effets du cannabis. En 1937, le gouvernement fédéral a adopté une loi interdisant l'usage récréatif du cannabis, poussée par le commissaire de ce qui était alors le Bureau fédéral des narcotiques, Harry Anslinger. On dit qu'Anslinger est responsable de l'adoption du terme "marijuana" pour exotiser le cannabis et attiser la peur.

La Chambre des représentants des États-Unis adopte un projet de loi pour décriminaliser la marijuana et permettre aux États de définir leurs propres politiques

La Chambre des représentants des États-Unis a adopté la loi MORE pour décriminaliser la marijuana et permettre aux États de définir leurs propres politiques en matière de cannabis, mais de nombreux républicains s'y sont opposés.

"Nous ne pouvons pas nier que ce pays a un problème et a beaucoup de mal à parler de race. Et la guerre contre la drogue a des racines très, très spécifiques dans ce dialogue racial dans ce pays", a déclaré Toi

Hutchinson, présidente et directrice générale du Marijuana Policy Project, une organisation de défense. Aujourd'hui, alors que les États ont emprunté la voie de la légalisation, la marijuana est devenue une industrie de plusieurs milliards de dollars par an. Mais les communautés qui ont été le plus touchées par l'interdiction de la drogue bénéficient le moins du marché, selon la loi MORE. "Un héritage d'injustices raciales et ethniques, aggravé par les conséquences collatérales disproportionnées de 80 ans d'application de l'interdiction du cannabis, limite maintenant la participation à l'industrie", lit-on dans la loi MORE. En moyenne, une personne noire a presque quatre fois plus de chances d'être arrêtée pour possession de marijuana qu'une personne blanche, bien que les Noirs et les Blancs utilisent le cannabis à un taux similaire, selon l'ACLU. Pour Hutchinson, comprendre l'histoire de la criminalisation de la marijuana et ses conséquences est plus important que le mot utilisé pour la désigner. "Personnellement, je me fiche de comment vous l'appellez. Mais je veux que vous sachiez pourquoi, et je veux que vous sachiez comment nous en sommes arrivés là", a déclaré Hutchinson. "Vous ne pouvez pas réparer ce que vous ne pouvez pas voir."

Isaac Campos, professeur associé d'histoire à l'Université de Cincinnati, a déclaré que le récit selon lequel le gouvernement fédéral aurait délibérément décidé d'utiliser le mot "marijuana" au début du XXe siècle pour diaboliser la drogue est incomplet et inexact. Il a dit que les fausses histoires selon lesquelles le cannabis causait de la folie ou de la violence n'ont pas pris naissance aux États-Unis mais au Mexique, où les associations négatives avec la drogue étaient répandues. "L'utilisation du mot n'est en aucun cas raciste", a déclaré Campos, qui a écrit "Home Grown: Marijuana and the Origins of Mexico's War on Drugs." "C'est juste le mot mexicain pour la marijuana, et arrêter de l'utiliser revient essentiellement à effacer l'histoire du Mexique avec cette drogue et l'influence du Mexique sur les États-Unis." Il a dit que le débat autour de savoir si le mot "marijuana" est raciste détourne l'attention des questions comme la réglementation de l'industrie alors que le pays se dirige vers la légalisation fédérale. "Ces disputes sur le mot distraient les gens des vrais problèmes qu'ils devraient envisager alors que nous avançons vers la voie de la légalisation."

Traduction de l'article n°20 (Dossier 1) - *How new york and california botched marijuana legalization.*

Wall Street Journal - Comment New York et la Californie ont raté la légalisation du cannabis

Des taxes élevées et une réglementation stricte rendent difficile l'exploitation des vendeurs de cannabis sous licence dans certains États, poussant plus de producteurs et d'acheteurs vers des points de vente illégaux. « Notre principal concurrent est le marché illicite. »

DISCOVERY BAY, Californie — Des agents de l'État ont fait irruption dans les portes d'une maison en stuc dans une communauté fermée en mars en criant « Police ! Mandat de perquisition ! » À l'intérieur, ils ont trouvé de la marijuana poussant dans les chambres et le salon, avec des engrais stockés dans le jacuzzi. Les officiers ont empilé les plantes sur une remorque déjà débordante d'une matinée de répression contre les cultivateurs illégaux dans cette banlieue tranquille de la Bay Area. Un agent a sauté sur le tas pour faire plus de place.

Le commerce illégal de la marijuana est en plein essor en Californie, sept ans après que l'État a légalisé sa possession, sa culture et sa distribution. Les ventes non autorisées ont totalisé 8,1 milliards de dollars l'année dernière, éclipsant les ventes légales de 5,4 milliards de dollars, selon les estimations de New Frontier Data, une société d'analyse du cannabis. Les législateurs de New York craignent que leur État ne prenne une direction similaire. New York a légalisé la possession de cannabis en petites quantités en 2021. Deux ans plus tard, seules cinq boutiques vendent du cannabis légalement à New York, tandis que 1 400 bodegas, boutiques de tabac et autres points de vente sans licence le font, selon une estimation du shérif de la ville.

La persistance du commerce illégal du cannabis malgré la légalisation par l'État reflète une variété de forces. Les déploiements lents des licences de dispensaire laissent une demande non satisfaite que les points de vente non autorisés sont heureux de servir. La police et les procureurs, confrontés à des problèmes pressants tels que les crimes violents, accordent peu de priorité à l'arrêt du commerce illégal de cannabis. Et les taxes élevées sur les ventes légales alimentent les braises des ventes illicites.

« Lorsque vous commencez à voir des taux de taxe qui approchent les 30 à 40 % sur les produits, il sera vraiment difficile de rivaliser avec les restes d'un marché illégal », a déclaré Mason Tvert, un consultant qui a joué un rôle dans plusieurs campagnes étatiques pour légaliser le cannabis. Certains des 22 États qui ont légalisé la possession de marijuana ont eu plus de chance pour éteindre le marché noir, ont déclaré des observateurs de l'industrie, car ils ont permis plus de boutiques de détail légales, simplifié le processus de légalisation ou n'avaient pas de réseaux de dealers ou de cultivateurs aussi enracinés au départ. Au niveau fédéral, la marijuana reste illégale. La vitalité continue du marché illégal dans des endroits comme la Californie et New York a une série de conséquences. « Il y a des préjudices qui découlent de l'achat et de la consommation de cannabis illégal », a déclaré Nicole Elliott, directrice du California Department of Cannabis Control, « que ce soit des préjudices à la sécurité des produits, ou nous avons vu des problèmes liés à la traite des travailleurs, des dommages environnementaux, des préjudices à la sécurité publique. » Cela signifie également des taxes non collectées.

En Californie, le berceau historique du cannabis en Amérique, de nombreux cultivateurs trouvent plus facile et plus rentable de fournir des boutiques illégales ou d'expédier leurs produits ailleurs plutôt que de se conformer aux exigences de licence. Certaines entreprises qui ont dépensé des millions pour

développer des opérations de cannabis légales dans l'État doré ont abandonné. Curaleaf Holdings Inc., une grande société cotée en bourse, se concentre sur des États où les taxes et les réglementations sont moins lourdes. « Notre principal concurrent est le marché illicite. » a déclaré Matt Darin, directeur général de Curaleaf, qui a annoncé en janvier qu'il se retirait de Californie.

Kaleb Davies, un barman de 25 ans de Los Angeles, a un budget mensuel pour la marijuana qu'il essaie de ne pas dépasser. Lorsqu'un ami lui a recommandé un nouveau magasin de cannabis non autorisé dans leur quartier branché d'Echo Park, il y est allé. La devanture ne portait aucun signe sauf une croix verte. M. Davies et sa petite amie ont acheté une demi-once de la variété London Pound Cake pour environ 45 dollars, soit moins de la moitié du prix qu'il paie dans les dispensaires légaux. « En tant que consommateur, j'adore ça », a déclaré M. Davies. « Beaucoup plus pour beaucoup moins. »

Los Angeles compte entre 700 et 1 000 magasins et services de livraison non autorisés, selon les estimations de l'United Cannabis Business Association, qui représente les entreprises légales. La ville compte 354 magasins de détail légaux, selon le Department of Cannabis Control. Au début, les magasins légaux pensaient qu'ils pouvaient réussir en créant une expérience de vente propre et bien éclairée et en offrant de la marijuana testée en laboratoire, a déclaré Jerred Kiloh, président de l'association commerciale. Mais ils doivent ajouter une taxe municipale sur le cannabis de 10 %, une taxe d'accise de l'État de 15 % et une taxe de vente de 9,5 % non exclusive au cannabis. « Tous ces autres incitatifs de sécurité, de sûreté, de test, toutes ces choses commencent à s'effriter lorsque c'est à moitié prix et que les gens se disent : 'Vous savez, je ne veux pas me faire arnaquer' », a déclaré M. Kiloh.

Le détective Michael Boylls a déclaré que l'unité du cannabis qu'il dirige pour le département de police de Los Angeles démantèle régulièrement des magasins illégaux, mais que c'est comme un jeu de taupes. La police de Los Angeles dit avoir identifié 77 magasins de détail non autorisés. « La plupart d'entre eux rouvriront parce que la plupart d'entre eux ne reçoivent qu'une amende », a déclaré le détective Boylls.

En vertu de la mesure de légalisation de la Californie de 2016, les villes et les comtés avaient le dernier mot sur l'autorisation des entreprises de cannabis dans leurs juridictions. Actuellement, 61 % des villes et des comtés de Californie interdisent la vente de marijuana au détail, et les services de livraison non autorisés y prospèrent. Le résultat est que la Californie compte 1 233 magasins de marijuana sous licence, soit environ trois pour 100 000 résidents. En revanche, le Colorado en a environ 11 pour 100 000 résidents.

Quiconque cultive plus de six plantes en Californie doit obtenir la permission des autorités locales et de l'État et ne peut vendre qu'à des entreprises de cannabis sous licence au sein de l'État. Le nombre limité de points de vente au détail légaux ainsi que les exigences de licence coûteuses et chronophages dans certaines régions ont rendu la vente à des magasins illégaux ou l'expédition de récoltes hors de l'État des alternatives attrayantes pour certains cultivateurs. Mme Elliott, la directrice du California Department of Cannabis Control, a déclaré que l'État offre des incitations aux gouvernements locaux pour permettre les magasins de détail. Dans l'État de New York, de nombreux magasins de marijuana non autorisés font de la publicité et affichent leurs produits ouvertement. L'un dans le quartier de l'East Village à Manhattan arbore une enseigne rétroéclairée blanche et verte disant « Dispensaire de cannabis récréatif ». Une visite au Go Green Dispensary à proximité, sur la First Avenue, a révélé des rangées de bocal remplis de têtes de cannabis vendues à partir de 20 dollars pour 3,5 grammes, ou un huitième d'once, pour des variétés comme Gelato ou Oreos. La même quantité de cannabis se vendait au moins 42 dollars dans un magasin sous licence à quelques pâtés de maisons. Les têtes sont le produit le plus

vendu, suivies des joints pré-roulés, selon Jeremy Peña, qui a dit avoir commencé à travailler chez Go Green en février. « C'est la meilleure affaire du quartier », a-t-il dit, ajoutant que la marijuana vient de Californie. Le propriétaire du magasin répertorié dans les documents commerciaux n'a pas répondu à un appel demandant un commentaire. En mars 2021, l'État de New York a légalisé la possession de jusqu'à trois onces de marijuana. Alors que certains États qui ont légalisé la drogue ont permis aux dispensaires de cannabis médical de s'étendre aux ventes à des fins récréatives, New York ne l'a pas fait ; il voulait favoriser les personnes touchées par la guerre contre la drogue.

Les premières licences de vente au détail de New York ont été réservées aux candidats pouvant prouver qu'ils ou un membre proche de leur famille avaient été condamnés pour une infraction liée au cannabis. Les groupes à but non lucratif qui servent des personnes anciennement incarcérées, comme Housing Works Inc., pouvaient également postuler. La Dormitory Authority de l'État a loué et équipé des magasins que les premiers titulaires de licence pouvaient utiliser. D'autres emplacements proposés pour les dispensaires nécessitent l'approbation des régulateurs de l'État.

Obtenir l'approbation est compliqué, disent les opérateurs. La Dormitory Authority a évalué 10 000 propriétés depuis avril 2022 et a remis quatre sites aux détaillants, a déclaré un porte-parole. Un autre emplacement trouvé par un candidat a été approuvé pour l'utilisation par le Bureau de gestion du cannabis de l'État, a déclaré cette agence. Byron Bronson dit qu'il a longtemps vendu de la marijuana illégalement à New York sous la marque « Buddy's Bodega », avec son partenaire Lou Cantillo. Ils sont le type d'« opérateur historique » que les responsables de New York espéraient pouvoir intégrer dans le marché réglementé. Les deux ont remporté un permis conditionnel en janvier pour exploiter un dispensaire de marijuana, mais ont déclaré qu'ils attendaient depuis de recevoir des nouvelles de l'État concernant l'approbation d'un emplacement de magasin. New York n'a pas attribué ses premières licences de dispensaire de marijuana avant 19 mois après l'adoption de la loi légalisant la possession. À ce moment-là, des vendeurs non autorisés dans des camions et de petites boutiques courtoisaient déjà les clients et profitaient d'un vide dans l'application de la loi. Leur magasin n'est toujours pas ouvert.

Les Américains coincés chez eux au début de la pandémie ont acheté beaucoup de cannabis, boostant les revenus des opérateurs légaux et illégaux. Alors que les ventes diminuaient, les entreprises de cannabis légales, avec leurs prix plus élevés et leurs taxes, étaient les plus durement touchées. Bobby Vecchio, qui dirige HERB, un service de livraison sous licence à Los Angeles, a déclaré que ses ventes ont diminué de deux chiffres depuis 2022. Sa société a licencié 20 % de son personnel l'année dernière. « Il y a du sang dans les rues », a-t-il dit. « C'est vraiment difficile pour une entreprise de cannabis sous licence. » Curaleaf, basée à New York et offrant des cartouches de vaporisateur, des joints pré-roulés et une variété d'autres produits, a licencié environ 220 employés en novembre et annoncé en janvier qu'elle fermait la plupart de ses emplacements en Oregon et au Colorado, en plus de la Californie. La société faisait partie d'une coalition qui a poursuivi le Bureau de gestion du cannabis de New York en mars, alléguant qu'il traînait des pieds pour délivrer des licences et excluait les grands acteurs de l'ouverture. Un porte-parole du bureau a déclaré qu'il ne commentait pas les litiges en cours. Les responsables disent qu'ils agissent rapidement pour ouvrir des magasins. M. Darin de Curaleaf a déclaré que des États comme le Nevada et l'Arizona ont mieux réussi à éliminer le marché illicite et à trouver le bon équilibre entre cultivateurs et magasins de détail. Au Nevada, qui a légalisé la possession de marijuana en 2016, 74 % des ventes se font par des canaux légaux, tandis qu'en Arizona, qui a légalisé en 2020, 55 % sont vendues légalement, selon New Frontier Data. Interrogée sur les plaintes, Mme Elliott, responsable du cannabis en Californie, a déclaré que l'État était un bouc émissaire pour les entreprises en difficulté. « Il est très difficile de regarder à l'intérieur et de déterminer où il pourrait y avoir des échecs commerciaux », a-t-elle dit. « Une grande partie de cela est motivée par des décisions

commerciales et un marché très concurrentiel. » Gale Brewer, membre du conseil municipal de New York, s'est sentie frustrée en passant devant un magasin de cannabis illégal en face de son bureau de Manhattan. Lorsqu'elle a persuadé le bureau du shérif de la ville de faire une descente en janvier, ils ont saisi 4,5 livres de marijuana et 219 paquets de produits comestibles, de quoi remplir environ 20 sacs-poubelle. « Quand nous les arrêtons, des gens bien habillés, en costume-cravate, demandaient : 'C'est illégal ?' », a déclaré Mme Brewer. Le shérif a inculpé les propriétaires de la Zaza Waza Smoke Shop et a infligé au magasin sept violations commerciales. Abraham Kassim, qui est répertorié sur le certificat de constitution du magasin, n'a pas répondu à un appel demandant un commentaire. La Zaza Waza a été réapprovisionnée et rouverte peu après la descente, a déclaré Mme Brewer. Un après-midi récent, une femme achetant des bonbons au magasin a dit qu'elle ne savait pas que c'était non autorisé. Un porte-parole du shérif n'a pas répondu à un message demandant un commentaire sur la réouverture. Le porte-parole a déclaré qu'une task force du bureau du shérif et d'autres agences avait effectué 235 inspections depuis novembre, saisissant presque 12 millions de dollars de produits illicites et procédant à 55 arrestations. Le 3 avril, la Commission de contrôle du cannabis de l'État de New York a approuvé 99 nouvelles licences pour des magasins légaux. L'État a lancé une campagne publicitaire de 3 millions de dollars pour pousser les consommateurs vers les points de vente sous licence. La gouverneure Kathy Hochul a déclaré jeudi qu'elle avait obtenu l'autorisation de permettre au département fiscal de l'État d'appliquer les règles sur le cannabis — comme il le fait avec le tabac illégal — dans le cadre d'un accord budgétaire. « Nous travaillons si dur pour créer une entreprise légale, et il y a évidemment des défis de démarrage », a déclaré Mme Hochul. « Tous ces magasins illégaux qui apparaissent ont rendu la tâche plus compliquée. »

Les responsables californiens ont intensifié leurs efforts d'application de la loi à mesure que les plaintes des vendeurs légaux se faisaient plus fortes. Le bureau du procureur général de l'État a déclaré l'automne dernier qu'il étendrait son programme saisonnier d'éradication de la marijuana — la Campagne contre la plantation de marijuana, ou CAMP — en une task force permanente. Le programme a saisi plus de 1,1 million de plantes au cours de sa première décennie d'exploitation de 1983 à 1992. Il a saisi près de 2,2 millions de plantes au cours des deux dernières années, a déclaré le département de la justice de l'État. Le Department of Cannabis Control, quant à lui, a déclaré avoir saisi 132 587 plantes au cours des trois premiers mois de 2023. Cela inclut 3 250 lors des raids de mars à Discovery Bay, dans le comté de Contra Costa. Les sites de culture en intérieur n'étaient pas autorisés et probablement l'œuvre de groupes criminels organisés qui choisissaient les communautés fermées pour se protéger des voleurs, a déclaré Bill Jones, chef de la division de l'application de la loi du California Department of Cannabis Control, qui a dirigé les raids. Aucune accusation ni amende n'a résulté des raids, a déclaré un porte-parole du département. Deux personnes ont été détenues mais relâchées par la suite. Après que les agents ont emporté les plantes, Joe Losado, un agent d'application des codes du comté, a étiqueté les maisons comme inhabitables. Les systèmes électriques bricolés alimentant les lampes de culture, ainsi que les tuyaux traversant les pièces pour apporter de l'eau et des engrais, n'étaient pas conformes aux normes, a-t-il dit. M. Losado a déclaré avoir vu bien plus d'opérations de culture en intérieur illégales dans le comté depuis que l'État a légalisé le cannabis. Il n'est pas surpris. « Tout le monde veut battre l'homme des taxes », a-t-il dit.

Traduction de l'article n°141 (Dossier 1) - *Angelos: it's time for marijuana policies to reflect the will of people.*

Daily Caller - ANGELOS : Il est temps que les politiques sur la marijuana reflètent la volonté du peuple

Les Américains sont prêts à dire adieu à la prohibition de la marijuana. Selon un nouveau sondage Gallup, 70 % des Américains pensent que la marijuana devrait être légale, y compris 55 % des Républicains. Trente-huit États, trois territoires et le district de Columbia ont légalisé la marijuana à des fins médicales. Et l'Ohio, un État traditionnellement conservateur, vient de voter pour légaliser la marijuana récréative, en faisant le 24ème État à le faire depuis 2012.

Il est grand temps. D'autres législateurs au niveau des États et au niveau fédéral doivent tirer parti de ce paysage changeant pour pousser à de nouvelles réformes sur la marijuana afin de garder les communautés en sécurité et les familles unies.

Pendant des décennies, nous avons compté sur une approche sévère et descendante de la justice pénale pour traiter l'usage de drogues, privant d'innombrables individus de leur capacité à contribuer à leurs communautés et à leurs familles.

La soi-disant « guerre contre la drogue » a coûté aux contribuables américains plus de 1 000 milliards de dollars tout en faisant peu pour réduire la toxicomanie ou les décès par overdose, qui ont atteint un niveau record en 2021. Il est clair que le système de justice pénale n'est pas apte à gérer ces problèmes — il ne fait que les aggraver en criminalisant ce qui ne devrait pas être un crime et en punissant au lieu de traiter.

La marijuana en est un exemple clair. Sur les 106 699 décès par overdose en 2021, la marijuana n'a été impliquée dans aucun cas. Pourtant, selon la loi fédérale, elle est traitée de la même manière qu'une substance beaucoup plus dangereuse comme l'héroïne. Les contribuables déboursent environ 7,6 milliards de dollars par an pour appliquer les lois anti-marijuana. Mais de nombreux coûts sont incalculables.

Je parle d'expérience. À 23 ans, j'étais un producteur et musicien prometteur travaillant avec Snoop Dogg et le groupe de rap de 2Pac, entre autres. Plus important encore, j'étais le père de deux jeunes garçons. Pour joindre les deux bouts en attendant que ma carrière musicale décolle, je vendais de petites quantités de marijuana à côté.

Ma vie a changé à jamais lorsque j'ai été arrêté pour avoir vendu 300 \$ de marijuana à un informateur du gouvernement. Ma peine, une fois condamné, était prédéterminée et draconienne : une peine de prison obligatoire de 55 ans. C'était tellement absurde que même le juge – un conservateur nommé par George W. Bush – a qualifié ma peine de « cruelle, injuste et même irrationnelle ».

Heureusement, j'avais des personnes à mes côtés qui continuaient de se battre pour moi, et j'ai été libéré de prison après 13 ans lorsqu'un tribunal fédéral a réduit ma peine. Mais je ne récupérerai jamais ce temps perdu avec mes fils et ma famille.

Des peines comme la mienne sont maintenant moins courantes. Après ma libération, j'ai travaillé avec les deux partis politiques pour aider à changer les lois qui ont conduit à ma peine brutale. Et pour les

deux dernières administrations, le département de la Justice a refusé de poursuivre les violations fédérales de la marijuana dans les États qui l'ont légalisée. Mais ces lois sont toujours en vigueur, et l'interdiction fédérale est souvent citée pour justifier les interdictions de la marijuana dans certains États.

Le gouvernement fédéral devrait prendre des mesures pour décriminaliser complètement la marijuana et permettre aux États de prendre leurs propres décisions en matière de prohibition, comme l'a fait l'Ohio. L'Ohio a toujours été un baromètre politique, nous devrions donc nous attendre à ce que davantage d'États – y compris des États rouges – suivent l'exemple de l'Ohio.

Pour leur part, les membres du Congrès des bastions républicains comme l'Ohio, le Missouri, la Floride, le Montana et la Caroline du Sud se sont exprimés en faveur de la fin de la prohibition fédérale de la marijuana. Ils reflètent les attitudes changeantes vis-à-vis de la marijuana, même dans les régions les plus conservatrices du pays. Ils reflètent également l'impact que la fin de la prohibition de la marijuana aurait sur la réduction des crimes violents, un point de discussion clé du GOP. Les agences de maintien de l'ordre locales et étatiques sont chroniquement en sous-effectif et surchargées de travail, ce qui entraîne davantage de crimes violents non résolus et moins de victimes obtenant justice.

Mettre fin aux interdictions de la marijuana peut libérer un temps et des ressources policières précieux pour se concentrer sur des crimes plus graves.

Il nous incombe désormais de démêler des décennies de politiques inefficaces et nuisibles sur la marijuana. En levant l'interdiction fédérale de la marijuana, les États gagneront une nouvelle liberté importante pour façonner leurs propres communautés. Ici, l'approche moderne de l'Amérique en matière d'alcool et de tabac peut fournir un modèle pour la réglementation de la marijuana au niveau étatique et local, qui peut être adaptée aux besoins uniques des différentes juridictions et soutenue par des programmes communautaires robustes avec des connaissances et une expertise locales.

Les lois sur la marijuana dans l'Ohio seront différentes de celles du Colorado ou du Massachusetts, et c'est une bonne chose. Les législateurs devront écouter les contributions de leurs électeurs lors de la mise en œuvre d'un régime réglementaire pour la marijuana légale.

Mais ce n'est que la première étape pour remédier aux erreurs de la prohibition de la marijuana. Les responsables gouvernementaux doivent également revoir les condamnations et les peines existantes pour la marijuana. Toute personne purgeant une peine pour des infractions non violentes liées à la marijuana devrait être libérée de prison, et ceux qui ont été condamnés pour des crimes liés à la marijuana et qui ont vécu paisiblement dans la société devraient voir leur casier judiciaire effacé.

Il est temps que les politiques publiques soient alignées sur la majorité de 70 % qui soutient la légalisation de la marijuana.

Weldon Angelos est un défenseur de la réforme de la justice pénale et fondateur de The Weldon Project, une organisation à but non lucratif engagée à obtenir une aide pour les personnes incarcérées pour des infractions liées au cannabis. Il a reçu une grâce présidentielle pour sa propre condamnation fédérale pour marijuana en 2020 après avoir purgé 13 ans de prison.

Les vues et opinions exprimées dans ce commentaire sont celles de l'auteur et ne reflètent pas la position officielle du Daily Caller.